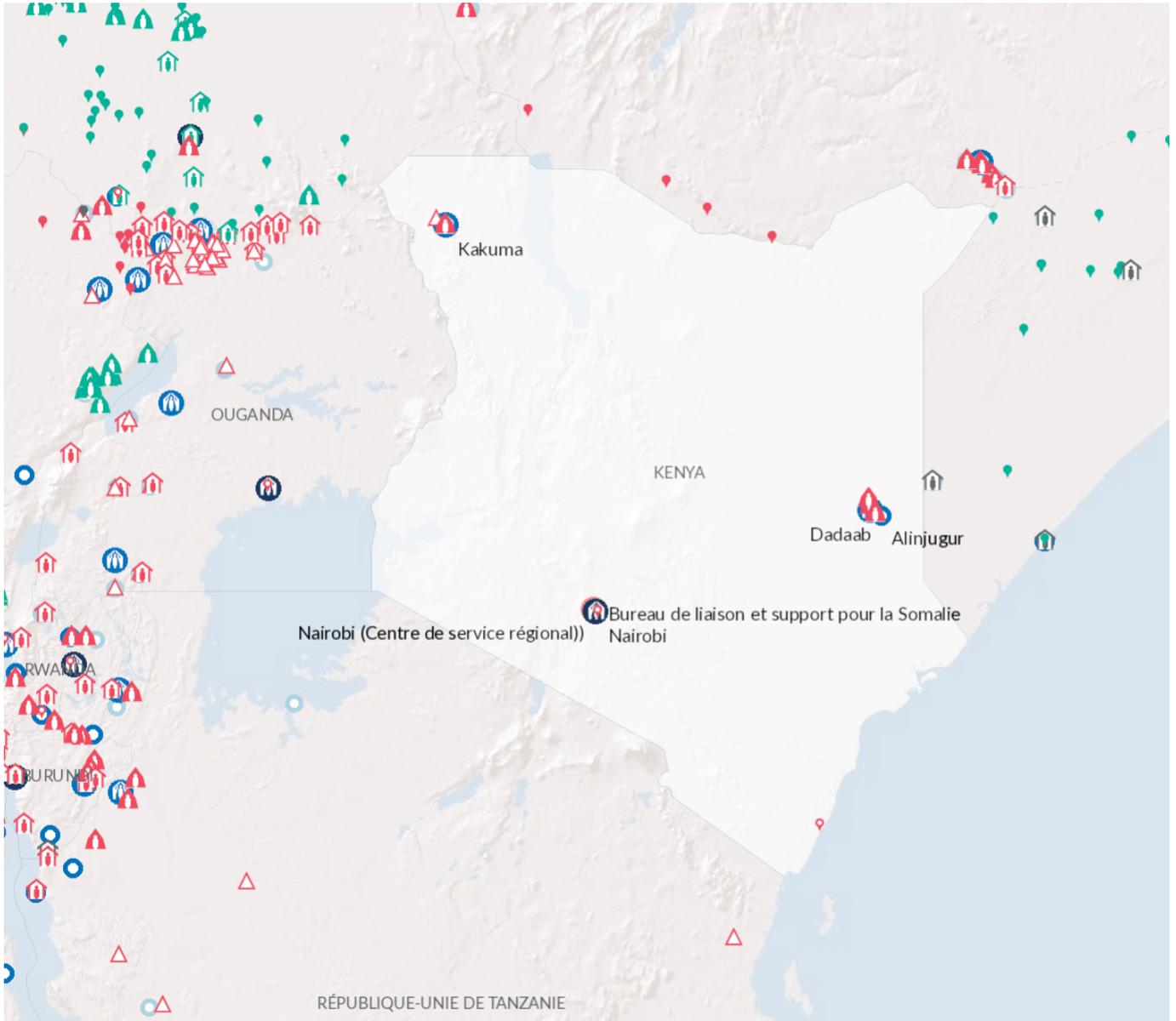


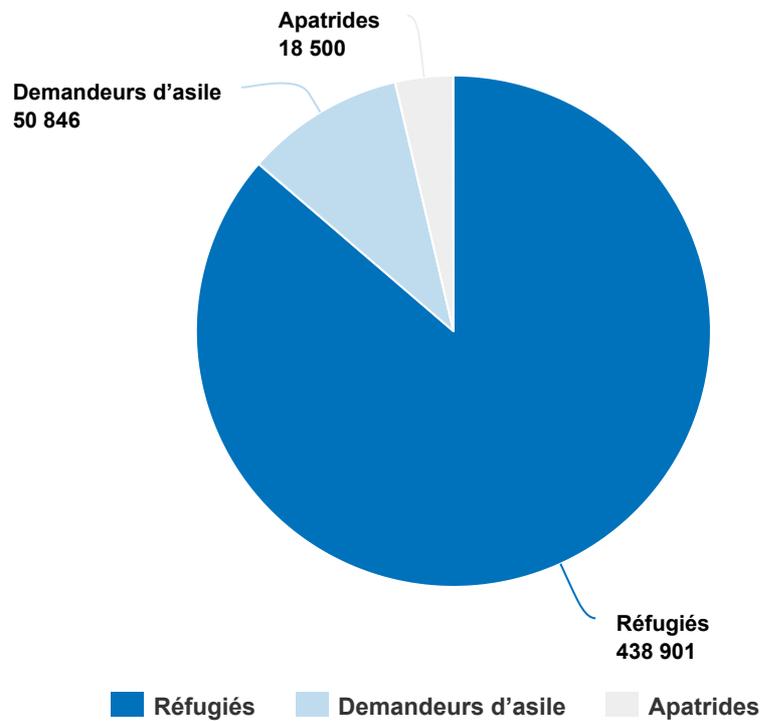
Opération: Kenya



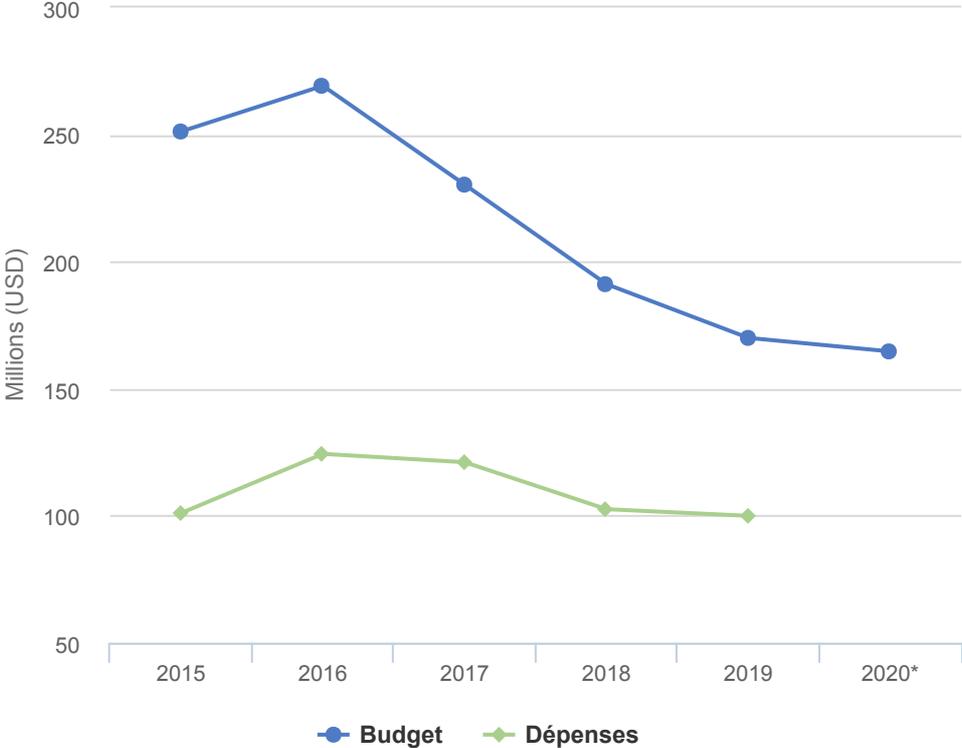
Personnes relevant de la compétence du HCR

+ 4% EN 2019

2019	508,247
2018	490,224
2017	506,915



Budgets et Dépenses - Kenya



Contexte opérationnel

En 2019, l'environnement de protection au Kenya est resté stable, malgré quelques difficultés.

Le Gouvernement du Kenya a renouvelé sa décision de fermer le camp de réfugiés de Dadaab d'ici août 2019 et le HCR a actualisé le « Plan d'action pour la fermeture de Dadaab » de 2016 pour trouver des solutions. Les réfugiés non somaliens ont été transférés de Dadaab à Kakuma et plus de 4000 réfugiés éthiopiens ont exprimé la volonté de rentrer dans leur pays, ce qui devrait démarrer en 2020.

Le Kenya est resté le seul pays de la région à accorder l'asile et un soutien aux réfugiés présentant des demandes fondées principalement sur leur statut LGBTI.

Le gouvernement a également tenu ses engagements visant à remédier à l'apatridie, en progressant notamment vers le respect de sa promesse d'octroyer la nationalité à la communauté shona d'ici 2020, et d'adhérer aux deux conventions relatives à l'apatridie d'ici 2021.

Tendances démographiques

Le pays continuait d'accueillir près de 489 700 réfugiés et demandeurs d'asile, ainsi qu'environ 18 500 personnes apatrides en 2019. Il a aussi accueilli plus de 27 100 nouveaux arrivants, principalement originaires de la République démocratique du Congo (RDC), de Somalie et du Soudan du Sud au cours de l'année.

Environ 16% des réfugiés (78 900) résidaient en zone urbaine, tandis que 84% (410 835) vivaient dans des camps. La population réfugiée était constituée de 55% d'enfants et de 50% de femmes et de filles. Plus de la moitié de la population réfugiée avait la nationalité somalienne.

Malgré une projection de 16 000 rapatriements en 2019, seuls 2300 ont eu lieu, et 3900 autres réfugiés ont été réinstallés dans des pays tiers.

Chiffres clés

- 100% des réfugiés ont eu accès à des services de soins de santé primaire, avec plus de 8 000 foyers inscrits au Fonds national d'assurance maladie.
- 107 750 réfugiés ont été scolarisés dans l'enseignement primaire dans tout le pays, soit 50% des enfants en âge d'être scolarisés.
- 27 130 nouveaux arrivants ont été enregistrés par le Secrétariat chargé des questions de réfugiés.
- 2 330 personnes ont bénéficié d'une assistance pour rentrer dans leurs pays d'origine.

Principales réalisations

- L'opération a continué de suivre l'avancement du projet de loi de 2019 sur les réfugiés et de plaider pour son adoption.
- Le HCR a lancé le programme intégré de développement socio-économique de Garissa pour soutenir une croissance économique inclusive, la cohésion sociale et la durabilité dans les zones d'accueil de réfugiés du pays.
- Le HCR a continué d'aider le Ministère de l'Éducation à développer une politique et des programmes visant à inclure les réfugiés et les demandeurs d'asile dans le système éducatif national. Un projet de politique a été finalisé et l'élaboration d'un plan de mise en œuvre pluriannuel chiffré était en cours. Les réfugiés et les demandeurs d'asile ont également été inclus dans le Plan stratégique pour le secteur de l'éducation nationale (2018-2022).
- La collaboration avec le secteur privé a notamment consisté à faciliter l'accès de la Société financière internationale, la création d'un fonds de développement Kakuma/Kalobeyi pour attirer le secteur privé et la mise en place d'un 'guichet unique' pour faciliter l'octroi de licences commerciales.

- L'application du Cadre d'action global pour les réfugiés s'est poursuivie avec la mise en œuvre de projets phares dans le cadre du Plan socio-économique intégré de Kalobeyei.

Besoins non satisfaits

L'opération n'ayant été financée qu'à hauteur de 59% en 2019, le niveau d'assistance fourni a été quelque peu limité.

- Avec 50 000 demandeurs d'asile dans l'attente de la détermination de leur statut et dépourvus de cartes d'identité, les personnes relevant de la compétence du HCR ont rencontré des difficultés pour accéder aux services sociaux.
- Les possibilités d'inclusion socio-économique et les solutions durables ont continué d'être problématiques pour un nombre croissant de réfugiés LGBTI et de réfugiés ayant des besoins spécifiques.
- À Dadaab, la priorité a été accordée au rapatriement des réfugiés somaliens à la suite de la directive du Gouvernement kenyan visant à fermer ce camp de réfugiés. La fourniture de services essentiels et de base, la réhabilitation environnementale et les activités de nettoyage du camp ont été limitées.
- Les interventions dans le secteur de l'énergie et des méthodes de cuisson adaptées n'ont pas été mises en œuvre et l'utilisation du bois de chauffage a continué.

Dépenses 2019 - Kenya | USD

Le tableau suivant présente le budget final, les fonds disponibles et l'état final des dépenses par objectif, comme établis en fin d'année.

	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 2 Programme pour les apatrides	Total
Budget final	169,415,073	555,990	169,971,062
	40,513,142	238,622	40,751,764
Total des fonds disponibles	40,513,142	238,622	40,751,764
Dépenses par objectif			
Environnement de protection favorable			
Instruments internationaux et régionaux	0	12,148	12,148
Cadre juridique et politique	1,032,792	58,769	1,091,561
Aide juridique et recours judiciaires	1,060,714	0	1,060,714
Accès au territoire	546,097	0	546,097
Attitude du public à l'égard des personnes prises en charge	275,488	0	275,488
Sous-total	2,915,092	70,917	2,986,009
Processus de protection et documents adéquats			
Conditions d'accueil	1,571,162	1,086	1,572,248
Identification des cas d'apatridie	1,795	23,058	24,853
Enregistrement et établissements des profils	3,519,371	0	3,519,371
Procédures de détermination du statut de réfugié	2,133,002	0	2,133,002
Documents individuels	134,660	0	134,660
Documents d'état civil	482,385	101,018	583,403
Regroupement familial	109,097	0	109,097
Sous-total	7,951,471	125,162	8,076,633
Sécurité face à la violence et à l'exploitation			
Protection contre la criminalité	5,729,054	0	5,729,054
	77	0	77
Prévention et interventions liées aux VSS	3,301,707	0	3,301,707
Risques de détention arbitraires	115,103	0	115,103
Protection des enfants	3,835,043	0	3,835,043
Sous-total	12,980,984	0	12,980,984
Besoins de base et services essentiels			
Santé	8,966,646	0	8,966,646
Services de santé reproductive et de lutte contre le VIH	2,179,577	0	2,179,577

	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 2 Programme pour les apatrides	Total
Nutrition	2,105,291	0	2,105,291
Eau	3,350,557	0	3,350,557
Hygiène et assainissement	3,407,815	0	3,407,815
Abris et infrastructures	7,897,301	0	7,897,301
Énergie	2,821,501	0	2,821,501
Articles élémentaires, ménagers et d'hygiène	4,419,013	0	4,419,013
Services pour les personnes ayant des besoins spécifiques	2,090,258	0	2,090,258
Éducation	12,189,970	0	12,189,970
Sous-total	49,427,929	0	49,427,929
Autonomisation et autogestion communautaires			
Mobilisation communautaire	1,856,033	0	1,856,033
Coexistence avec les communautés locales	1,155,815	0	1,155,815
Ressources naturelles et environnement partagé	1,030,655	0	1,030,655
Autosuffisance et moyens d'existence	3,494,963	0	3,494,963
Sous-total	7,537,466	0	7,537,466
Solutions durables			
Stratégie pour la recherche de solutions globales	221,301	0	221,301
Retour volontaire	3,529,935	0	3,529,935
Intégration	397,840	0	397,840
Réinstallation	1,591,757	0	1,591,757
Réduction de l'apatridie	0	24,885	24,885
Sous-total	5,740,832	24,885	5,765,717
Direction, coordination et partenariats			
Coordination et partenariats	118,644	17,658	136,302
Gestion et coordination des camps	1,255,565	0	1,255,565
Relations avec les donateurs	95,280	0	95,280
Sous-total	1,469,489	17,658	1,487,147
Appui à la logistique et aux opérations			
Approvisionnement et logistique	5,523,860	0	5,523,860
Gestion des opérations, coordination et appui	6,154,339	0	6,154,339
Sous-total	11,678,199	0	11,678,199
Dépenses totales en 2019	99,701,462	238,622	99,940,084